

DOCUMENT A

DÉCISION DU MINISTRE CONDITIONS DE L'AGRÈMENT

Conformément au Règlement 87-83 de la *Loi sur l'assainissement de l'environnement*

Le 28 septembre 2009

Numéro de référence : 4561-3-1220

1. Conformément au paragraphe 6(6) du Règlement, il a été déterminé que l'ouvrage peut être entrepris après l'obtention d'un agrément en vertu de tous les autres règlements et de toutes les autres lois qui s'appliquent.
2. L'ouvrage visé doit être entrepris dans les trois ans suivant la date de la présente décision. Si les travaux ne peuvent commencer dans les délais prescrits, l'ouvrage doit être enregistré de nouveau en application du *Règlement sur les études d'impact sur l'environnement* (87-83) de la *Loi sur l'assainissement de l'environnement*, à moins d'indication contraire par le ministre de l'Environnement.
3. Le promoteur doit respecter tous les engagements ainsi que toutes les obligations et les mesures de surveillance et d'atténuation énoncés dans le document d'enregistrement en vue d'une EIE, daté du 30 juin 2009, de même que toutes les autres exigences précisées dans la correspondance ultérieure pendant l'examen découlant de l'enregistrement. À l'achèvement du projet, le promoteur doit aussi soumettre, au gestionnaire de la Section de l'évaluation des projets du ministère de l'Environnement (MDE), un tableau sommaire décrivant l'état de chaque condition énoncée dans la présente décision.
4. Même si aucun rapport connu n'indique la présence d'un site archéologique à cet endroit, il est cependant toujours possible de découvrir des ressources archéologiques non encore répertoriées (vestiges préhistoriques et historiques) pendant les activités d'excavation. Si le promoteur croit avoir découvert des vestiges ayant une valeur archéologique, toutes les activités d'excavation doivent être interrompues et il faut communiquer immédiatement avec la Direction du patrimoine des Services d'archéologie au ministère du Mieux-être, de la Culture et du Sport (506-453-2756).
5. Le projet doit être conforme aux exigences de la Politique sur la protection des zones côtières. On peut obtenir de plus amples renseignements en communiquant avec le gestionnaire de la Section de la planification intégrée (506-457-4846).
6. Le promoteur doit obtenir un permis d'exploitation de carrière en application de la *Loi sur l'exploitation des carrières* pour les activités de dragage prévues. Prière de communiquer avec la Direction de l'exploitation des ressources minérales et pétrolières au ministère des Ressources naturelles du Nouveau-Brunswick (506-453-2206).
7. Il n'est pas permis d'utiliser des matériaux provenant d'un milieu côtier, qu'il s'agisse d'une plage, d'une dune ou d'une terre humide côtière.
8. Le promoteur doit s'assurer que tous les concepteurs, entrepreneurs et exploitants liés à la construction et à l'exploitation de l'ouvrage se conforment aux exigences énoncées ci-dessus.